AVIS

COUR PROVINCIALE DU MANITOBA

Objet : **SUSPENSION ET RESTRICTION DES AUDIENCES EN RAISON DE LA COVID-19**

Le 30 novembre 2020

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, tous les échelons de la Cour ont pris des mesures préventives proactives pour protéger la santé et la sécurité de tous les utilisateurs des tribunaux afin de limiter la propagation de la COVID-19. Suite à notre avis du 10 novembre 2020, étant donné la situation actuelle au Manitoba et le nombre de cas de COVID-19 dans la province, y compris le taux de positivité du dépistage, la Cour provinciale du Manitoba maintient la suspension actuelle des activités judiciaires tout en continuant à assurer l'accès nécessaire pour les personnes dont l'affaire est urgente.

Toutes les séances des tribunaux itinérants de l'ensemble du Manitoba restent annulées jusqu'au 4 janvier 2021 ou jusqu'à nouvel ordre. Toutes les affaires de ces tribunaux sont ajournées à leur première séance prévue après le 4 janvier 2021, sauf si la Cour prend des mesures pour traiter un « rôle virtuel » dans un centre judiciaire ouvert.

En ce qui a trait aux affaires des tribunaux itinérants concernant des adultes et des jeunes **détenus**, on invite les avocats à organiser des séances de gestion de cause par téléconférence pour discuter des autres options relatives aux audiences.

En plus de l'annulation de tous les tribunaux itinérants, toutes les comparutions d'adultes et de jeunes **mis en liberté** à Winnipeg, à Portage la Prairie, à Brandon, à Dauphin, à The Pas et à Thompson, y compris les premières comparutions et les procès prévus jusqu'au 4 janvier 2021, sont annulés. On invite les personnes dont la comparution était prévue dans cette période à communiquer avec leur avocat, à consulter le site Web des tribunaux du Manitoba ou à communiquer avec le centre judiciaire pour obtenir une date de comparution.

La Cour provinciale du Manitoba reste ouverte pour traiter les affaires des **détenus** dans tous les centres judiciaires (Winnipeg, Portage la Prairie, Brandon, Dauphin, The Pas et Thompson), et elle est en mesure d'entendre les requêtes relatives aux autres affaires urgentes. Cela comprend toute question urgente qui concerne une instance visant un prévenu mis en liberté et qui peut être réglée à distance.

Les tribunaux de mise en liberté sous caution et de décision pour adultes et jeunes **détenus** continueront de siéger; les personnes accusées comparaitront par téléphone ou par vidéoconférence, si cette option est disponible. Sur demande, on s'efforcera de

faciliter la comparution par téléphone des avocats (pour les affaires à l'égard desquelles on a réservé jusqu'à une demi-journée).

Comme la Cour considère que les instances en matière protection des enfants constituent une priorité pour ce qui est des services essentiels fournis par la Cour pendant cette période, les rôles des affaires relatives à la protection des enfants qui devaient être entendues par les tribunaux itinérants de la Cour auront lieu dans les centres judiciaires de Winnipeg, de Thompson, de The Pas, de Dauphin et de Portage la Prairie à la date à laquelle ils devaient avoir lieu.

Les pratiques énoncées dans notre avis du 16 avril 2020 sont de nouveau en vigueur. Les parents, les tuteurs, les parties aux instances et les travailleurs sociaux ne sont pas autorisés à se présenter à la Cour en personne. Les avocats peuvent se présenter, mais ils sont encouragés à comparaître par téléphone pour les rôles des affaires relatives à la protection des enfants.

Les procès relatifs à la protection des enfants sont annulés jusqu'au 4 janvier 2021 inclusivement, sauf si une demande d'audition par vidéoconférence est présentée. On invite les avocats à communiquer avec le centre judiciaire concerné afin d'organiser des séances de gestion de cause par téléconférence pour discuter des autres options. La Cour demeure disponible pour entendre les requêtes concernant les affaires urgentes, surtout s'il est possible de faire comparaître les parties à distance.

Les juges de paix judiciaires continueront d'entendre les demandes d'ordonnance de protection.

La Cour provinciale continue de s'efforcer d'accroître le nombre d'affaires pouvant être entendues à distance. Le bureau de la Cour des infractions provinciales situé au 373, avenue Broadway, à Winnipeg, tiendra à distance des procès et des audiences décisionnelles concernant des infractions provinciales. La Cour communiquera avec vous si votre affaire peut être entendue à distance avant le 4 janvier 2021. Les affaires impossibles à traiter à distance seront ajournées en votre absence et reportées à une date ultérieure. Vous recevrez un avis précisant les nouvelles date et heure. Si vous avez des questions sur un avis d'infraction, appelez le 204 945-3156 ou le 1 800 282-8069, poste 3156, ou envoyez un courriel à l'adresse POC@GOV.MB.CA.

Les conférences de gestion de cause auront lieu au moment prévu, mais elles se tiendront par téléconférence.

La Cour provinciale du Manitoba continuera à évaluer régulièrement la situation.

ÉMIS PAR :

« *Original signé par :* »

**La juge en chef
Margaret Wiebe**

DATE : le 30 novembre 2020